**MOBILITÉS DE**

**L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**CONVENTION 2023**

**Mobilité de formation**

**des personnels (STT)**

**Contrat de financement entre**

**bénéficiaire et participant**

Code projet :

2023-1-FR01-KA131-HED-000117098

Domaine : **enseignement supérieur** Année académique : **2023 /2025**

Numéro d'identification de la mobilité Erasmus : N/A

PREAMBULE *vous complétez les indications en* ***bleu .***

Ce **contrat** entre les parties suivantes :

* **d’une part,**

**le Lycée Polyvalent Mézeray - Gabriel, Code Erasmus : F ALENCON09**

Adresse : **6 place Robert Dugué 61200 Argentan**

Email :[ce.0610006a@ac-normandie.fr](mailto:ce.0610006a@ac-normandie.fr)

l'ordonnateur signataire de cet accord, **M. Renaud DOUAIRE**, proviseur du lycée Mézeray Gabriel d’Argentan

* et **d’autre part,** le participant

NOM, Prénom : **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

Date de naissance :  **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

adresse :  **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

Téléphone **: 00 00 00 00 00**

Email : **XXXXXXXXXXXX@XXXXXXXXXXXXXXXXX**

* **Numéro de compte bancaire, dont le participant est titulaire et sur lequel l’aide financière sera versée :**

Nom de la banque :  **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

Clearing/BIC/SWIFT number :  **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

Account/IBAN number :  **XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

Les parties mentionnées ci-dessus sont convenues de conclure le présent accord.

Le présent contrat est composé de :

* **Conditions générales** *(elles prévalent sur les annexes)*.
* **Annexe 1 :** contrat de mobilité Erasmus+ pour la mobilité de formation des personnels

Le participant est :

* **☐ Allocataire** de fonds européens Erasmus+

**☐** **Partiellement allocataire** de fonds européens Erasmus+

* **☐** **Non-allocataire** de fonds européens Erasmus+

L’allocation totale comprend :

☐ Allocation de base pour la contribution aux frais de séjour des mobilités physiques courtes

**☐** **Frais de voyage** (standard ou écoresponsable)

* **☐** **Jour** **de voyage supplémentaires** (jours supplémentaires à la contribution aux frais de séjour)
* **☐** **Coûts exceptionnels** pour frais de voyage élevés (basés sur les frais réels)

CONDITIONS GÉNÉRALES

**ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT**

1.1 Le présent contrat définit les droits et obligations ainsi que les conditions applicables au soutien financier accordé pour la réalisation d'une activité de mobilité dans le cadre du programme Erasmus+.

1.2 Le lycée apportera son soutien au participant dans la mise en œuvre d’une activité de mobilité.

1.3 Le participant accepte l’aide financière ou les prestations de services indiquées à l’article 3 et s’engage à réaliser le programme de mobilité tel que défini dans l’annexe I.

1.4 Tout avenant à ce contrat devra être demandé et accepté par les deux parties de manière formelle, par voie postale ou électronique.

**ARTICLE 2 – PRISE D’EFFET DU CONTRAT ET DURÉE DE LA MOBILITÉ**

2.1 Le contrat prend effet à la date de signature de la dernière des deux parties.

2.2 La période de mobilité complète commencera le 00 / 00 / 0000 et se terminera le 00 / 00 / 0000 .

2.3 La période couverte par le présent contrat comprend :

* Une période de mobilité physique du 00 / 00 / 0000 à 00 / 00 / 0000 correspondant à 00 jours. *(nb de jours de stage).*
* 00 jours de voyage financés supplémentaires au titre de la contribution aux frais de séjour.

2.4 L’attestation de présence devra comporter les dates effectives de début et de fin de mobilité, *(y compris celles de la composante virtuelle si mobilité courte).*

**ARTICLE 3 – AIDE FINANCIÈRE**

3.1 L’aide financière est calculée sur la base des règles financières du guide du programme Erasmus+, version 2023.

3.2 Le participant recevra une aide financière des fonds Erasmus+ pour 00 jours (*égal à la durée de la période de mobilité physique + les jours de voyage).*

* 1. Le participant peut soumettre une demande de prolongation de la période de mobilité physique dans la limite fixée dans le guide du programme Erasmus+ de 365 jours au total sur l’ensemble du 1er cycle.
* Si le lycée accepte de prolonger la durée de la période de mobilité, le contrat sera modifié en conséquence.

**NB : une demande de prolongation de l’activité de mobilité sur la même année universitaire ne donne pas automatiquement lieu à une augmentation du financement.**

3.4 Le lycée versera au participant une aide financière totale pour la période de mobilité *(montant de base + + contribution au frais de voyage)* de : 0000 euros

* Si la durée de la mobilité est inférieure à la durée de stage prévue, le montant de la bourse sera calculé au prorata du nombre de jours réellement effectués.

3.5 La contribution aux coûts liés au voyage *(complément pour moyen de transport écoresponsable)* **se fera sur présentation de justificatifs par le participant.**

3.6 L’aide financière ne pourra pas être utilisée pour couvrir des coûts faisant déjà l’objet d’un financement européen.

3.7 Nonobstant l’article 3.6, l’aide financière est compatible avec toute autre source de financement.

**ARTICLE 4 – PAIEMENT**

4.1 Le paiement fait au participant devra représenter 100 % du montant spécifié à l’article 3. Il devra être fait au plus tard (selon l’option qui interviendra en premier) :

- 30 jours calendaires après la signature du contrat par les 2 parties

- à la date de début de la période de mobilité

* **Pour que le paiement soit effectué** les pièces suivantes sont nécessaires:
* Le présent contrat de financement **signé**,
* **Un RIB** en nom propre du participant,
* L’attestation d’une **ASSURANCE SANTÉ**
* L’attestation d’une assurance **RESPONSABILITÉ CIVILE**
* L’attestation d’une assurance **ACCIDENT DU TRAVAIL**
* L’annexe I : **CONTRAT DE MOBILITÉ DE FORMATION DES PERSONNELS signé**.

**ARTICLE 5 – RECOUVREMENT**

5.1 Le soutien financier ou une partie de celui-ci est récupéré parle lycéesi le participant ne respecte pas les termes du contrat. Si le participant met fin au contrat avant son terme, il devra restituer le montant de la subvention déjà versée *(sauf s'il en a été convenu autrement avec**le lycée. Ce cas devra être signalé par le lycée**et accepté par l'Agence nationale).*

**ARTICLE 6 – ASSURANCE**

6.1 Le lycée devra s’assurer que le participant bénéficie d’une couverture adéquate en matière d’assurances en apportant au participant l’information et l’aide afin qu’il puisse contracter une assurance par ses propres moyens.

6.2 La couverture devra inclure au minimum **une ASSURANCE SANTÉ, obligatoire**.

**Une ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE** et assurance accident du travail.

Lorsque la mobilité se déroule dans un pays membre de l’Union européenne et de l’Espace économique européen, le participant en mobilité est couvert par son régime de sécurité sociale pour la prise en charge des soins imprévus et médicalement nécessaires. Pour ce faire, le participant doit impérativement demander auprès de son organisme d’assurance maladie, avant son départ en mobilité, **la Carte Européenne d’Assurance Maladie (CEAM).** Le participant doit fournir une copie de sa Carte Européenne d’Assurance Maladie (CEAM) lors de la signature du contrat de mobilité.

**Cependant, cette couverture peut s’avérer insuffisante, notamment lors d’un rapatriement ou d’une intervention médicale spécifique. Une assurance santé complémentaire peut s’avérer fort utile.**

Lorsque la mobilité se déroule dans un pays non membre de l’Union européenne et l’Espace économique européen, tels que la Turquie et l’Ancienne République Yougoslave de Macédoine : le participant qui engage des frais de santé à l’étranger peut être remboursé auprès de la mutuelle qui lui tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale, au retour et sur présentation des justificatifs. Mais le remboursement se fera alors sur la base des tarifs de soins français et des écarts importants peuvent exister.

**Il est donc fortement recommandé au participant de souscrire une ASSURANCE MALADIE COMPLÉMENTAIRE spécifique, valable pour le pays et la durée de la mobilité, auprès de l’organisme de son choix***.*

**D’autre part, il est conseillé au participant de se couvrir par un CONTRAT D’ASSISTANCE** *(rapatriement sanitaire, assistance juridique, etc.)* **et par un CONTRAT D’ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT.**

**De même il est conseillé de souscrire une ASSURANCE POUR LE REMBOURSEMENT DES TITRES DE TRANSPORT.**

**ARTICLE 7 – NIVEAU LINGUISTIQUE ET AIDE LINGUISTIQUE EN LIGNE**

7.1 Le participant doit effectuer l'évaluation linguistique OLS dans la langue de sa mobilité *(si elle est disponible)* AVANT la période de mobilité et utiliser s’il le souhaite les cours de langue disponibles sur la plateforme OLS d’EU ACADEMY.

7.2 Le niveau de compétence linguistique en *(indiquer la langue utilisée durant le stage)* XXXXXXXXXXXXXXX que le participant possède ou s’engage à acquérir avant le début de la mobilité est :

| * **☐** A1 | * **☐** A2 | * **☐** B1 | * **☐** B2 | * **☐** C1 | * **☐** C2 |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |

**ARTICLE 8 – RAPPORT DU PARTICIPANT**

8.1 Le participant devra compléter et soumettre le rapport du participant (via l’outil en ligne EU Survey), dans un délai de 30jours calendaires suivant la réception de l’invitation à le faire. Les participants qui ne complètent pas et qui ne soumettent pas leur rapport seront susceptibles de rembourser partiellement ou intégralement l’aide financière reçue à l’organisme financeur.

**ARTICLE 9 – ETHIQUE ET VALEURS**

9.1 **Éthique :** l'activité de mobilité doit être menée dans le respect des normes éthiques les plus élevées et des législations européenne, internationale et nationale applicables en matière de principes éthiques.

9.2 **Valeurs :** le participant doit s'engager à respecter les valeurs fondamentales de l'UE *(telles que le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et des droits de l'homme, y compris les droits des minorités)* et veiller à ce qu'elles soient respectées.

9.3 Si un participant manque à l'une des obligations qui lui incombent en vertu du présent article, l'allocation peut être réduite.

**ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNÉES**

10.1 Le lycée devra fournir aux participants la déclaration de confidentialité pertinente pour le traitement de leurs données personnelles avant que celles-ci ne soient encodées dans les systèmes électroniques de gestion des mobilités Erasmus+.

<https://webgate.ec.europa.eu/erasmus-esc/index/privacy-statement>

10.2 Le traitement de toute information personnelle présente au contrat devra être effectué conformément au règlement n° 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil pour la protection des individus, relatif au traitement des données personnelles par les institutions européennes et sur la libre circulation de celles-ci. **Ces données seront utilisées uniquement pour la mise en place et le suivi de la convention de subvention par l’établissement d’origine, l’Agence nationale et la Commission européenne**, sans préjudice quant à la possibilité de transmission de ces données aux organismes chargés du contrôle et de l’audit en accord avec la législation européenne (Office européen de Lutte Anti-fraude).

10.3 Le participant peut, sur demande écrite, avoir le droit d’accéder à ses données personnelles pour les modifier en cas d’erreur et pour les compléter. Il adressera toute question concernant l’utilisation de ses données personnelles à l’établissement d’origine et/ou à l’Agence nationale. Le participant peut porter plainte contre l’utilisation de ses données personnelles auprès du Contrôleur européen de protection des données (CEPD) en ce qui concerne l’utilisation de celles-ci par la Commission européenne.

**ARTICLE 11 – RESILIATION DU CONTRAT**

11.1 Il pourra être mis fin au contrat en cas d’inexécution, par le participant, de ses obligations découlant du présent contrat, et indépendamment des conséquences prévues par la loi qui lui est applicable ; le présent contrat peut alors être résilié ou dissout de plein droit par le lycée, sans qu’il soit nécessaire de procéder à aucune autre formalité juridique, dès lors qu’une mise en demeure par lettre recommandée a été notifiée aux parties et que cela n’a pas été suivi d’exécution dans un délai d’un mois.

11.2 Si la résiliation est due à un cas de force majeure, c’est à dire une situation exceptionnelle imprévisible ou un événement incontrôlable par le participant et qui ne peut pas être attribué à une erreur ou une négligence de sa part, le participant pourra recevoir au moins le montant de la bourse correspondant à la durée effective de la période de mobilité. Le financement restant devra être remboursé

**ARTICLE 12 – VÉRIFICATIONS ET AUDITS**

12.1Les contractants s’engagent à fournir toute information détaillée demandée par la Commission européenne, l’Agence nationale **française** ou tout autre organisme extérieur accrédité par la Commission européenne et l’Agence nationale **française** pour vérifier que la période de mobilité et les dispositions prévues au contrat ont été mises en œuvre de manière conforme.

**ARTICLE 13 – RESPONSABILITE**

13.1Chaque partie contractante décharge l’autre partie contractante de toute responsabilité civile du fait des dommages subis par elle-même ou par son personnel résultant de l’exécution du présent contrat, dans la mesure où ces dommages ne sont pas dus à une faute grave et intentionnelle de l’autre partie contractante ou de son personnel.

13.2 La responsabilité de l'Agence nationale **française**, de la Commission européenne ou de leur personnel ne saurait être engagée en cas d’action en réparation des dommages pendant la réalisation de la période de mobilité. En conséquence, l’Agence nationale **française** ou la Commission européenne ne seront pas tenues à des indemnités de remboursement concernant cette action.

**ARTICLE 14 – LOI APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT**

14.1 Ce contrat est régi par le droit français.

14.2 Le tribunal compétent déterminé conformément à la législation nationale applicable sera seul compétent pour entendre tout litige entre l’établissement et le participant concernant l’interprétation, l’application ou la validité de ce contrat, si ce litige ne peut pas être réglé à l’amiable.

SIGNATURES

| **Le participant :** |  | **L’organisme :** |
| --- | --- | --- |
| NOM |  | **Le Lycée Polyvalent Mézeray – Gabriel** |
| Prénom |  | l'ordonnateur signataire de cet accord, **M. Renaud DOUAIRE**, proviseur du lycée Mézeray Gabriel d’Argentan |
| Fait à |  | Fait à Argentan, |
| le jj/mm/aaaa |  | le jj/mm/aaaa |
| *Signature MANUSCRITE du participant :* |  | *Signature et cachet :* |
|  |  |  |

Annexe 1

**ERASMUS+ MOBILITY AGREEMENT : STAFF MOBILITY FOR TRAINING**

**CONTRAT DE MOBILITÉ DE FORMATION DES PERSONNELS[[1]](#footnote-0)**

**Academic year/Année académique 20../20..**

| **Planned period of the physical component:**  **Période de mobilité physique prévue :** | **du** | jour | / | mois | / | année | **du** | jour | / | mois | / | année |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Duration of physical mobility (days) – excluding travel days :  **Durée de la mobilité physique (jours) – hors jours de voyage :** | | | | | | | | ... | | | | |
| **If applicable, planned period of the virtual component:**  **Si applicable, période d’activité virtuelle prévue :** | **du** | jour | / | mois | / | année | **du** | jour | / | mois | / | année |

| **The staff member / Le personnel** | **Last name**  **Nom** | **First name**  **Prénom** | **Seniority**  **Ancienneté** | **Nationality**  **Nationalité** | **Gender [M/F/Undefined]**  **Genre** | | **E.mail** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ... | ... | ... | ... | ... | | ... |
|  | | | | | | | |
| **The sending institution /**  **L’organisme d’envoi** | **Name**  **Nom** | **Erasmus code**  **Code Erasmus** | **Address**  **Adresse** | **Country**  **Pays** | **Contact person name and position**  **Nom et fonction de la personne de contact** | | **E.mail** |
| Lycée Mézeray Gabriel | F ALENCON09 | 6 place Robert Dugué 61200 Argentan | France | M. DOUAIRE | | renaud.douaire@ac-normandie.fr |
| Proviseur | |
|  | | | | | | | |
| **The receiving institution /**  **L’organisme d’accueil** | **Name**  **Nom** | **Erasmus code (if applicable)**  **Code Erasmus (si. existant)** | **Address**  **Adresse** | **Country**  **Pays** | **Country**  **Pays** | | **Contact person name; position; e-mail**  **Nom de la personne de contact ; fonction ; email** |
| ... | ... | ... | ... | ☐ | < 250 employés | ... |
| ☐ | > 250 employés | ... |

**Section to be completed BEFORE THE MOBILITY**

**Partie à compléter AVANT LA MOBILITÉ**

| ***PROPOSED MOBILITY PROGRAMME / PROGRAMME DE MOBILITÉ PROPOSÉ*** | |
| --- | --- |
| Language of training / Langue de la formation : | ... |
| **Overall objectives of the mobility / Principaux objectifs de la mobilité :** | |
| ... | |
| **Added value of the mobility (in the context of the modernisation and internationalisation strategies of the institutions involved):**  **Valeur ajoutée de la mobilité (en termes de stratégie de modernisation et d’internationalisation des établissements impliqués) :** | |
| ... | |
| **Activities to be carried out (including the virtual component, if applicable) :**  **Activités à mener (composante virtuelle incluse, le cas échéant) :** | |
| ... | |
| **Expected outcomes and impact (e.g. on the professional development of the staff member and on both institutions):**  **Résultats et impact attendus (par exemple sur l’évolution professionnelle du membre du personnel et sur les deux institutions) :** | |
| ... | |

**II. COMMITMENT OF THE THREE PARTIES / ENGAGEMENT DES TROIS PARTIES**

By signing this document, the staff member, the sending institution and the receiving institution confirm that they approve the proposed mobility agreement.

En signant[[2]](#footnote-1) ce document, le membre du personnel, l’organisme d’envoi et l’organisme d’accueil confirment qu’ils approuvent le programme de mobilité proposé.

The sending higher education institution supports the staff mobility as part of its modernisation and internationalisation strategy and will recognise it as a component in any evaluation or assessment of the staff member.

L’établissement d’enseignement supérieur d’envoi considère la mobilité de formation comme faisant partie de sa stratégie de modernisation et d’internationalisation et en tiendra compte dans l’évaluation du membre du personnel.

The staff member will share their experience, in particular its impact on their professional development and on the sending higher education institution, as a source of inspiration to others.

Le membre du personnel partagera son expérience - en particulier l’impact sur son évolution professionnelle et sur l’établissement d’enseignement supérieur d’envoi - qui pourra s’avérer être une source d’inspiration pour d’autres.

The staff member and the beneficiary institution commit to the requirements set out in the grant agreement signed between them.

Le membre du personnel et l’organisme bénéficiaire s’engagent à respecter les termes du contrat de mobilité signé par les deux parties.

The staff member and the receiving organisation will communicate to the sending institution any problems or changes regarding the proposed mobility programme or mobility period.

Le membre du personnel et l’organisme d’accueil communiqueront à l’organisme d’envoi tout problème ou modification concernant le programme de mobilité proposé ou la période de mobilité.

| **The staff member**  **Le membre du personnel :** | Name / Nom : | … | Signature : |
| --- | --- | --- | --- |
| Date : | … |
|  | | | |
| **The sending institution L’organisme d’envoi :** | Name of the responsible person:  Nom de la personne responsable : | … | Signature : |
| Date : | … |
|  | | | |  |  |
| **The receiving organisation L’organisme d’accueil :** | Name of the responsible person:  Nom de la personne responsable : | … | Signature : |
| Date : | … |

1. In case the mobility combines teaching and training activities, **the mobility agreement for teaching template** should be used and adjusted to fit both activity types.

   En cas de mobilité combinant des activités d’enseignement et de formation, **le modèle du contrat de mobilité d’enseignement** devra être utilisé et adapté aux deux types de mobilités.

   In the case of mobility between higher education institutions (HEIs) this agreement must always be signed by the staff member, the sending and the receiving HEI (three signatures in total).

   Pour la mobilité entre établissements d'enseignement supérieur (EES), cet accord doit toujours être signé par le membre du personnel, l'EES d'origine et l'EES d'accueil (trois signatures au total).

   In the case of incoming mobility of higher education staff to an organisation, this agreement must be signed by the participant, the beneficiary organisation, the sending HEI and the organisation receiving the staff member (four signatures in total). An additional space should be added for signature of the beneficiary organisation organising the mobility.

   Pour la mobilité entrante du personnel de l'enseignement supérieur vers un organisme, cet accord doit être signé par le participant, l’organisme bénéficiaire, l'EES d'envoi et l'organisme qui accueille le membre du personnel (quatre signatures au total). Un espace supplémentaire doit être ajouté pour la signature de l’organisme bénéficiaire qui organise la mobilité. [↑](#footnote-ref-0)
2. Circulating papers with original signatures is not compulsory. Scanned copies of signatures or electronic signatures may be accepted, depending on the national legislation of the country of the beneficiary organisation (in the case of mobility with third countries not associated to the programme: the national legislation of the EU member state or third countries associated to the programme). Certificates of attendance can be provided electronically or through any other means accessible to the staff member and the sending institution.

   Les signatures originales ne sont pas obligatoires. Les signatures scannées ou électroniques peuvent être acceptées en fonction de la législation nationale du pays de l’organisme bénéficiaire (en cas de mobilité avec des pays tiers non associés : la législation nationale du pays membre de l’UE ou du pays tiers associé). Les attestations de présence

   peuvent être envoyées par voie électronique ou par d’autres moyens qui sont accessibles aussi bien par le membre du personnel que par l’organisme d’envoi. [↑](#footnote-ref-1)